

Les Économistes atterrés

J.-M. Harribey, E. Jeffers, J. Marie, D. Plihon, J.-F. Ponsot

La monnaie

UN ENJEU POLITIQUE

INÉDIT

MANUEL CRITIQUE
D'ÉCONOMIE MONÉTAIRE

La monnaie

Les Économistes atterrés

Manifeste des Économistes atterrés
Les Liens qui libèrent, 2010

20 ans d'aveuglement
L'Europe au bord du gouffre
Les Liens qui libèrent, 2011

L'Europe maltraitée
Refuser le pacte budgétaire,
ouvrir d'autres perspectives en Europe
Les Liens qui libèrent, 2012

Changer d'économie !
Nos propositions pour 2012
Les Liens qui libèrent, 2012
et Actes-Sud, « Babel », 2013

Changer l'Europe !
Les Liens qui libèrent, 2013
et Actes-Sud, « Babel », 2015

Nouveau manifeste des Économistes atterrés
Les Liens qui libèrent, 2015

Changer d'avenir !
Réinventer le travail et le modèle économique
Les Liens qui libèrent, 2013
et Actes-Sud, « Babel », 2015

Faut-il un revenu universel ?
(en commun avec la Fondation Copernic)
Éditions de l'Atelier, 2017

Les Économistes atterrés

Jean-Marie Harribey,
Esther Jeffers, Jonathan Marie,
Dominique Plihon, Jean-François Ponsot

La monnaie

Un enjeu politique

Éditions du Seuil

COLLECTION DIRIGÉE PAR JACQUES GÉNÉREUX

ISBN 978-2-7578-7056-3

© Éditions du Seuil, janvier 2018

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

INTRODUCTION¹

La monnaie, ce clair objet du désir

Est-il besoin d'un nouveau livre sur la monnaie ? Il n'en manque pas, et cela depuis des siècles ! A-t-on quelque chose de nouveau à apprendre que l'on ne sache déjà ? Ou bien la situation a-t-elle changé à ce point qu'il faille se repencher sur le sujet ? Nous voyons au moins trois raisons pour le faire, outre le fait que la complexité de celui-ci le justifierait à elle seule. La première raison est que le monde vit depuis presque une décennie une crise globale sans précédent². La monnaie et les institutions bancaires et financières ont joué un rôle déterminant dans son déclenchement. Durant cette crise, les autorités monétaires et gouvernementales ont tout fait pour sauver les banques de la faillite, mais hésité ou tergiversé pour sauver l'économie, ont joué à contre-emploi (c'est le cas de le dire) ou bien trop tardivement. Cette crise également a révélé au grand jour le pouvoir financier exercé sur les sociétés.

1. Les auteurs remercient tous ceux qui ont participé à la discussion autour du projet de ce livre, notamment David Cayla, Nathalie Coutinet, Edwin Le Héron, Philippe Légé, Marc Lavoie et Henri Sterdyniak. Des remerciements tout particuliers à notre éditeur Jacques Généreux pour sa lecture précise.

2. Pour une synthèse récente, voir Attac, *Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas*, Les Liens qui libèrent, 2017.

La deuxième raison justifiant une nouvelle réflexion sur la monnaie est que celle-ci est l'occasion de s'interroger sur les transformations qu'a connues le capitalisme depuis environ quatre décennies. Menée tambour battant à la suite de la liberté accordée aux capitaux de circuler sans entraves, la « mondialisation », ou « globalisation », a été l'œuvre des plus grandes puissances industrielles et financières qui ont mis à profit leur liberté nouvelle pour révolutionner la répartition des outils productifs à travers le monde, en soumettant le travail, son organisation, ses conditions, les salaires, l'emploi et les droits sociaux à des exigences de rentabilité considérablement accrues. C'était là l'enjeu pour les classes dominantes : rétablir une rentabilité du capital compromise au tournant des années 1960-1970. Et c'est dans ce contexte appelé « néolibéral » que la monnaie, la politique monétaire, la privatisation de toutes les banques, l'indépendance des banques centrales vis-à-vis des États – mais non des marchés financiers – ont été les principaux rouages du processus ayant conduit, d'abord, à une soumission des sociétés à une finance aussi dictatoriale qu'anonyme, et, ensuite, à la crise éclatée en 2007.

La troisième raison qui nous pousse à proposer ce livre est que les transformations socio-économiques et la crise évoquées à l'instant ont suscité légitimement une foule d'interrogations sur la monnaie chez les citoyens de manière générale, et en particulier chez les militants engagés pour prendre en main leur destinée. Des interrogations manifestant une indignation face aux pratiques bancaires totalement déconnectées ou insouciantes des besoins de la société, et qui sont révélatrices de l'affaiblissement de la démocratie, pourtant présentée par les tenants de l'ordre néolibéral comme synonyme de la loi du marché. Ces interrogations naissent aussi parce qu'il semble qu'existe une sorte de mystère autour de la monnaie, et

notamment autour de ce que l'on nomme la « création de monnaie ». En termes simples, « d'où vient la monnaie ? » est la première de ces interrogations. Et le fait qu'elle paraisse sortir du néant (*ex nihilo* disent à la fois les spécialistes et les adeptes d'une théorie du complot) rajoute au mystère apparent. Il est donc assez compréhensible que les citoyens curieux de l'économie et de la chose publique soient avides de connaître les rouages monétaires pour mieux dessiner ensuite des pistes de réflexion et d'action alternatives au capitalisme financier, fauteur de désastre social et de débâcle économique. Ce questionnement est d'autant plus légitime que, même après la démonstration de leur incurie apportée par la crise, les économistes qui dominent la recherche et l'enseignement universitaires, les revues dites scientifiques et les médias, et qui peuplent les ministères et les institutions internationales, n'ont pratiquement pas amendé leurs dogmes. La crise a glissé sur eux comme l'eau sur les plumes d'un canard.

L'objectif de ce livre est donc double : apporter un éclairage le plus scientifique possible sur la monnaie, mettant au grand jour les principales questions et controverses à son sujet ; et donner aux citoyens des outils de compréhension abordables, car délestés du fatras idéologique et médiatique dominant. Le livre est construit autour de six chapitres, allant des considérations les plus générales à celles se rapportant aux techniques de gestion et de régulation de la monnaie, tant dans un cadre national qu'international.

Le premier chapitre s'interroge sur la nature de la monnaie. Il répond en disant qu'avant d'être un outil économique pour échanger, mesurer la valeur des choses échangées et conserver de la valeur dans le temps, la monnaie est une institution sociale que l'on retrouve sous des formes différentes dans toutes les sociétés, aussi loin que l'on remonte dans les temps historiques. L'hypothèse dans laquelle se place ce livre est donc que, quels que soient

les supports que la monnaie ait connus au cours de son évolution (monnaie marchandise, monnaie métallique, monnaie de papier et, aujourd'hui, monnaie scripturale), elle remplit des fonctions sociales de lien, de communication, de signe d'appartenance à une société, en même temps qu'elle est aussi la marque des distinctions, des inégalités et des rapports de pouvoir. Aussi ancienne que les sociétés et étant toujours la contrepartie d'une dette, la monnaie revêt toutefois un visage spécifique dans les sociétés capitalistes modernes qui sont des «économies monétaires de production». La définition de celles-ci nous montrera que la monnaie devient alors un instrument nécessaire à l'accumulation du capital. Nous examinerons aussi l'enjeu des monnaies locales complémentaires. En revanche, dans certaines expériences prétendument alternatives comme celle du bitcoin, monnaie numérique virtuelle sans ancrage politique, le caractère social de la monnaie est ignoré ou même délibérément dénié, ce qui enlève toute capacité à ce type d'instruments d'être une vraie monnaie, au sens où le chapitre premier le définit.

Le deuxième chapitre a pour objet la création de monnaie. Le mystère est alors levé. Le système bancaire dans son ensemble crée de la monnaie lorsqu'il accorde des crédits nouveaux à l'économie si les agents non financiers (ménages, entreprises, État) en demandent. Ces opérations de crédit sont réalisées par les banques ordinaires qui sont cependant contraintes de devoir se «refinancer» en monnaie issue de la banque centrale. La création monétaire est donc dévoilée simplement, mais la financiarisation accélérée de l'économie depuis quarante ans a entraîné la multiplication d'actifs financiers, facilement transformables en liquidités, rendant très poreuses les frontières entre, d'une part, les billets et les dépôts à vue, donc la liquidité au sens strict et, d'autre part, l'ensemble des actifs financiers émis par les banques et par toutes les institutions

financières non bancaires (assurances, fonds de pension, fonds spéculatifs...).

Le troisième chapitre explique pourquoi la monnaie et son extension sont indispensables à l'accumulation capitaliste, mais aussi à toute économie qui voudrait continuer à se développer. Lorsque la monnaie est transformée en capital pour acheter de la force de travail, l'exploitation de cette dernière permet à ses propriétaires d'accumuler toujours plus de capital. Mais la suraccumulation et la surproduction reviennent périodiquement, tandis que trop de crédit engendre bulles et spéculation. Ce chapitre est l'occasion de présenter et de confronter les grandes théories monétaires au regard des contradictions du capitalisme, comme le chômage, l'inflation ou la déflation. On verra que les grands théoriciens du capitalisme comme Marx, Keynes ou Polanyi restent d'une grande pertinence pour comprendre les soubresauts de l'économie mondiale actuelle et décrypter le discours économique néolibéral qui ne voit dans l'économie qu'un ordre naturel des choses, sur lequel l'action politique n'a pas et ne doit avoir de prise. Or, la monnaie n'est pas neutre pour l'activité productive et donc la politique monétaire ne doit pas être neutralisée.

Dans le quatrième chapitre, il s'agira d'étudier comment la régulation monétaire peut être un outil de politique économique. En premier lieu, la fonction d'une banque centrale sera explicitée : émettrice de la monnaie « centrale », banque des banques et prêteur en dernier ressort quand elle « refinance » celles-ci, historiquement banque de l'État, et gardienne du taux de change de la monnaie. Mais comment peut-elle soutenir l'activité économique avec son taux d'intérêt directeur ? Et quel est l'enjeu d'orienter la politique monétaire vers cet objectif plutôt que vers la stabilité des prix ? Toutes les banques centrales dans le monde ne répondent pas toujours de la même façon à ces questions. En particulier, la Banque centrale européenne

s'est longtemps obstinée à n'agir que pour lutter contre l'inflation. Et il a fallu l'irruption de la crise pour que la plupart des grandes banques centrales s'engagent pour sauver les banques en difficulté, puis injecter de grandes quantités de monnaie sur le marché interbancaire, dans l'espoir que les banques facilitent la relance de l'activité, mais en vain pour l'instant.

Le cinquième chapitre s'enchaîne avec le précédent en abordant la question de la régulation des banques ordinaires. La crise a montré les graves inconvénients d'un système de banques à vocation universelle, mélangeant les fonctions traditionnelles d'octroi de crédits et de recueil de dépôts avec des activités de placements financiers, souvent de type spéculatif. La financiarisation a perverti les pratiques des banques, au point qu'elles sont très largement responsables de la faillite du système. C'est la raison pour laquelle s'imposent des régulations dites prudentielles. Malheureusement, les réformes engagées, notamment à l'instigation du Comité de Bâle, ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux. Parallèlement, aucun gouvernement n'a entrepris de véritable séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires, et tous ont encouragé ces dernières années la désintermédiation, c'est-à-dire le recours direct aux marchés financiers pour financer l'économie. Et l'Union bancaire mise en place récemment par l'Union économique et monétaire européenne s'inscrit plutôt dans une stratégie de renforcement de l'Union européenne d'orientation néolibérale que dans une direction où le secteur bancaire serait socialement contrôlé.

Le sixième chapitre porte sur la(les) monnaie(s) internationale(s). La monnaie joue-t-elle un rôle particulier à l'échelle internationale ? Qu'est-ce qu'un système monétaire international ? Comment et pourquoi est-on passé d'un système de changes fixes après la Seconde Guerre mondiale à un système de changes flexibles à l'époque

du néolibéralisme ? La suprématie du dollar sera-t-elle durable ou s'achemine-t-on vers une guerre des monnaies avec l'émergence de nouveaux grands pays ? Pourquoi est-il impossible de concilier une autonomie nationale de la politique monétaire dans un cadre de liberté totale de circuler pour les capitaux et de changes flexibles ? Ce chapitre examinera aussi plusieurs expériences d'intégration monétaire régionale, notamment : l'euro, au bord de l'échec ; le SUCRE (*Sistema Unitario de Compensación Regional de Pagos*) en Amérique latine, un projet aujourd'hui à l'arrêt. La recherche d'une nouvelle gouvernance monétaire mondiale n'a pour l'instant pas abouti : le projet d'une monnaie supranationale, du type du bancor de Keynes, reste imprécis, et l'utilisation des droits de tirage spéciaux au FMI est marginale.

Les auteurs de ce livre proposent un outil d'analyse scientifique afin de faciliter l'appropriation citoyenne du débat sur la monnaie et de son utilisation. Dans cette perspective, un croisement de toutes les sciences sociales est indispensable, à rebours de la prétention de la mal nommée « science économique » à en rendre compte seule. C'est à cette condition que la double face de la monnaie apparaîtra : à la fois bien au service de l'accumulation privée et bien public permettant la mise en commun de larges pans de la richesse sociale. C'est aussi à la condition de marier les regards économiques, sociologiques et anthropologiques que l'on comprendra qu'à travers la monnaie peuvent s'exprimer et aussi se canaliser les tensions sociales, les conflits de classes, les intérêts donc, mais aussi les passions, les aspirations, les désirs ou les fantasmes nés de la vie en société. Qu'est-ce qui peut contenir (dans les deux sens de ce verbe) tout cela, sinon un approfondissement de la démocratie ?

La nature de la monnaie

La question « qu'est-ce que la monnaie ? » pourrait sembler naïve, et sa réponse simple, voire triviale, tellement cet objet est d'un usage courant, utilisé par tout le monde. En réalité, il s'agit d'un objet mal identifié, en tout cas chez les économistes. Autant d'économistes, autant de définitions de la monnaie, autant de préceptes différents à suivre. Elle est donc un sujet de controverses, d'oppositions radicales et de ruptures, tant en termes théoriques que politiques. Pour démêler cet écheveau, il faut sans doute sortir du domaine étroit de la théorie économique pour s'aventurer sur des terrains historiques, sociologiques et même philosophiques. Autrement dit, l'apport de toutes les sciences sociales est nécessaire pour en comprendre la nature profonde, qui ne se réduit pas aux fonctions économiques qu'elle remplit, loin s'en faut.

Aujourd'hui, l'essentiel de la monnaie est une monnaie de crédit. Mais il n'en fut pas toujours ainsi. Pour en saisir la nature, nous franchirons deux étapes. D'abord, l'anthropologie et l'histoire monétaire nous apprennent que des formes de monnaie sont sans doute aussi anciennes que les sociétés humaines après la révolution néolithique, apparues donc avant que ne se développent les économies modernes d'échanges marchands, et donc *a fortiori* bien avant le capitalisme. Ce constat permet de mettre en évidence ses

fonctions sociales et son utilisation dans un tout autre sens que ne le disent beaucoup de livres d'économie. Bien plus encore, la monnaie se révèle être en elle-même un lien social à part entière. Ensuite, nous découvrirons que, bien qu'elle soit apparue antérieurement aux sociétés capitalistes modernes, elle est une institution *sine qua non* de celles-ci. Il s'agira alors de dire ce qu'est une « économie monétaire de production », dans laquelle l'accroissement de la quantité de monnaie, via le crédit, est indispensable pour impulser l'investissement qui, lui-même, est générateur de production et de revenus supplémentaires. Au terme de ce premier parcours, se confirmera l'intuition de Marcel Mauss, anthropologue de la première moitié du xx^e siècle, qui qualifiait la monnaie de « fait social total », aux dimensions culturelles, sociologiques, économiques et politiques indissolublement mêlées.

1. LA MONNAIE AU CŒUR DES ÉCHANGES SOCIAUX, PUIS MARCHANDS

Commençons par éliminer une histoire fautive, qui fut racontée dans de nombreux manuels d'économie, au point de devenir un véritable mythe, mais qui est aujourd'hui démentie par toutes les études anthropologiques menées au cours du xx^e siècle. Cette histoire, c'est la fable du troc¹ : ce mode d'échange qui, devenant trop incommode au fur et à mesure que les échanges économiques bilatéraux se développaient, aurait laissé la place à la monnaie. Si le troc était, paraît-il, incommode, l'histoire était, elle, en revanche très commode, parce qu'elle introduisait trois fonctions

1. Jean-Michel Servet, « Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie », *Revue numismatique*, 6^e série, t. 157, 2001, p. 15-32.

économiques faciles à comprendre et que la plupart des économistes reprenaient invariablement : la monnaie est un instrument de mesure, un instrument d'échange et un instrument de réserve de valeur. Ces fonctions économiques ne doivent pas être confondues avec les supports de la monnaie : ces supports ont évolué au cours de l'histoire (une marchandise parmi d'autres, les métaux précieux, le papier, l'écriture), tout en assurant la permanence des fonctions. Cependant, celles-ci ne disent ni ce que la monnaie mesure, ni de quels échanges il s'agit, ni ce qu'est et d'où vient la valeur économique. Parce qu'elle est un *équivalent général* dans lequel s'exprime la valeur de tous les biens et services, la monnaie doit être comprise comme s'inscrivant dans un environnement social : en particulier, c'est par son intermédiaire que les échanges permettent de valider le travail qui a été effectué pour produire les marchandises. Sinon, elle ne peut apparaître que comme un instrument technique, qui n'aurait aucune influence sur la société : pire, elle serait neutre. Et nous verrons en quoi cette prétendue neutralité de la monnaie constitue une pomme de discorde politique.

Mais si la monnaie n'est pas le successeur du troc, qu'est-elle ? Une alternative se dessine : soit on considère que le marché sur lequel se déroulent des échanges entre individus est le modèle général naturel des comportements humains, soit on considère que les individus sont avant tout des êtres sociaux et qu'ils ont d'abord des relations conçues sur le mode de la réciprocité, des relations qui sont des « dettes » contractées les uns vis-à-vis des autres.

1. La monnaie est une dette

Les études anthropologiques ont véritablement démarré au XIX^e siècle. Concomitantes du colonialisme triomphant exportant partout le modèle capitaliste occidental, elles

ont néanmoins contribué à porter un regard critique sur ce modèle imposé à des sociétés brutalement conquises. En de nombreux endroits, on y découvrait des formes d'échanges différentes de celles qu'apportait le colonisateur : des échanges dans lesquels intervenait parfois une monnaie, mais dont la caractéristique n'était pas d'accompagner le passage de biens d'une main à l'autre, censés être équivalents en valeur.

Dans son *Essai sur le don*¹, Marcel Mauss a donné un exemple célèbre de ce type d'échanges : le potlatch. Au sein de tribus amérindiennes, le potlatch désignait une sorte de défi ostentatoire : qui montrerait les attributs de richesse les plus importants ? Le chef exposait les siens aux yeux de tous, et tout invité devait en faire davantage, sous peine de déchoir. Ainsi, les cadeaux offerts par le second devaient être supérieurs, en quantité et qualité, à ceux du premier. Le défi allait même plus loin puisqu'il pouvait se terminer par la destruction des biens étalés. Derrière le potlatch, ce n'était pas la concurrence économique qui était en jeu, c'étaient la prestance, le prestige, le pouvoir. Cette compétition était créatrice de dette symbolique, que Mauss analysait comme une succession de dons et de contre-dons sous la forme d'un triptyque : donner-recevoir-rendre².

1. Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », 1923-1924, dans *Sociologie et Anthropologie*, 4^e éd., PUF, « Quadrige », 1991.

2. À travers ces dons s'échangeaient, non des biens et des services utiles, mais des relations qui établissaient une hiérarchie sociale. Celui qui donne crée une obligation chez celui qui reçoit. Cette dette représente ainsi un lien social et une manière d'affirmer une relation tant que la dette n'est pas payée. Mauss estimait aussi que ce principe anthropologique n'a pas été abandonné dans les sociétés modernes. Aujourd'hui comme hier, donner élève, recevoir rabaisse : l'invitation doit être rendue, le cadeau crée une obligation et la mendicité représente une épreuve humiliante. Cependant, la thèse du don a été contestée, notamment par

Plus généralement, les échanges cérémoniels, et même les sacrifices, sont l'occasion d'honorer la « dette de vie ». L'être humain est « endetté » auprès de la Nature (avec un grand N) ou auprès d'un dieu : il *leur doit* la vie et *se doit* de s'acquitter. Le terme « dette » renvoie ici à une obligation morale. Aujourd'hui, nous dirions que nous avons une dette à l'égard de la société qui nous a élevés, cultivés, socialisés en somme. Mais le terme « dette » désigne aussi l'obligation de rendre un bien ou un service sous peine de subir une violence considérée comme légitime. De telles dettes, exigibles, existaient déjà dans des sociétés très anciennes. Elles ont pu prendre différentes formes. Aux sacrifices humains succèdent ceux des animaux, et, plus tard, les offrandes en monnaie sont l'expression apaisée du paiement de cette dette de vie. Mais celle-ci ne s'éteignant jamais, il convient de renouveler son paiement indéfiniment, parce qu'il signifie le renouvellement perpétuel de l'alliance entre les individus et les groupes. À cet égard, François Simiand avait montré que les colliers de coquillages étaient utilisés chez les Indiens d'Amérique comme monnaie pour commémorer des événements importants comme l'établissement de traités avec des tribus étrangères¹.

l'anthropologue Alain Testart (*Critique du don. Études sur la circulation non marchande*, Syllepse, 2007) qui reproche à Mauss de ne pas avoir précisé que le don n'ouvrait pas de droit exigible. Dans l'ouvrage qu'il a dirigé, *Aux origines de la monnaie* (Errance, 2001), Testart distingue la monnaie comme moyen de paiement et moyen d'échange, le paiement pouvant être séparé d'un échange, comme c'était le cas dans les sociétés primitives (« Moyen d'échange/moyen de paiement, Des monnaies en général et plus particulièrement des primitives »). Aujourd'hui encore, selon lui, le paiement de l'impôt n'est pas un échange ; or on peut considérer que, en contrepartie de l'impôt, le contribuable a le droit d'exiger que l'on inscrive son enfant à l'école publique.

1. François Simiand, « La monnaie comme réalité sociale », dans *Critique sociologique de l'économie*, 1934, PUF, 2006.

Il s'ensuit que, hier comme aujourd'hui, le renouvellement du paiement de la dette signifie la perpétuation de la société, entendue non dans un sens biologique, mais dans le sens des relations sociales : « La monnaie qui circule dans la chaîne des paiements est ce qui permet que les dettes soient honorées et donc relancées dans un cycle qui constitue le cœur de la reproduction sociale¹. » Cependant, les biens qui servent de monnaie pour honorer la « dette de vie » dans les sociétés anciennes ne servent qu'à cela et non pas à échanger et payer les biens ordinaires. Dans les sociétés modernes, la monnaie est devenue universelle, dans le sens où sa dimension économique est inscrite dans le fait qu'elle est une institution sociale. De nos jours, la transmission d'engagements d'une génération à l'autre peut être considérée par analogie comme une forme de « dette de vie ». C'est justement parce que ces engagements expriment la volonté collective de la reproduction de la vie sociale à travers le temps, qu'ils sont stigmatisés par les tenants de l'ordre néolibéral dans leur dénonciation des dettes publiques. Pour reprendre les termes de Simiand, la monnaie « est l'anticipation d'une valeur qui n'existe pas encore² » : elle « établit un pont avec le futur proche ou lointain puisqu'elle permet des transferts de valeur entre générations. Elle assure de ce fait un lien avec la mort, comme le rappellent avec justesse André Orléan et Daniel de Coppet³ ».

Pour rendre compte du commencement des dettes, beaucoup d'études retiennent donc l'hypothèse de « dette

1. Bruno Théret, « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui », dans Bruno Théret (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, vol. 1, *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, Éditions de l'EHESS, 2007, p. 21.

2. François Simiand, « La monnaie comme réalité sociale », *op. cit.*, cité par Jean-Yves Grenier, « Penser la monnaie autrement », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, novembre-décembre 2000, n° 6, p. 1337 ; http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_2000_num_55_6_279919.

3. Jean-Yves Grenier, *ibid.*

ENCADRÉ 4.1. L'hélicoptère monétaire.....	142
ENCADRÉ 6.1. Quelles doivent être les qualités d'une monnaie internationale ?.....	193

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2018. N° 138373 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE